



DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE BRETAGNE

Plérin, le 19 DEC. 2003

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Objet: Installations classées
Extension
Exploitant : Coopérative Le Gouessant
Commune de LAMBALLE

Affaire suivie par G. BERTIN

Réf : Transmissions de la Préfecture des Côtes
d'Armor du 16 juillet 2001, 3 et 16 août 2001
et 30 mai 2002.

Par transmissions visées en référence, la Préfecture des Côtes d'Armor nous a communiqué, pour avis :

en vue d'examen par le Conseil Départemental d'Hygiène, le dossier de retour d'enquête concernant la régularisation administrative et le projet d'extension d'une usine de fabrication d'aliments du bétail située à LAMBALLE, en zone industrielle et autorisée par un arrêté préfectoral du 15 juillet 1986.

le dossier de déclaration déposé, en application de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977, pour la création d'un atelier de transformation de pommes de terre sur le site de LAMBALLE.

L'arrêté préfectoral du 15 juillet 1986 autorisait en particulier

des unités de stockages de céréales, etc. de 39 000 (vrac) et de 8 000 tonnes à plat (pommes de terre).

des matériels électriques d'une puissance totale de 3 450 KW

une production annuelle de 360 000 tonnes d'aliments du bétail.

I - Rappel

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été notifié à l'exploitant le 9 février 2000 pour lui demander le dépôt d'une nouvelle autorisation, jugée nécessaire suite à des modifications notables intervenues depuis l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1986 (cf : rapport du 28 janvier 1998).

H:\Sub 1\bertin\IC\2003\rapport\autorisation\cdh\rapport-Coop-Le Gouessant-Lamballe-extension.12.doc

II - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

- NOM : COOPERATIVE LE GOUessant
- Adresse : Zone Industrielle à LAMBALLE
- N° SIRET : 777 379 843 000 17
- Code APE : 157 A
- Effectif : 110 personnes (Lamballe)

III - OBJET DE LA DEMANDE - PRESENTATION DES INSTALLATIONS

Le pétitionnaire exploite en zone industrielle de LAMBALLE, sur des terrains représentant une superficie totale de 61 396 m² et situés en bordure de la voie ferrée PARIS-BREST, un ensemble de bâtiments représentant une surface globale de 26 365 m² environ qui abritent les activités de coopérative. Ainsi, le site abrite :

une unité de stockage et de conditionnement de pommes de terre (semences consommation).

une unité de réception et de stockage d'œufs (entrepôt couvert de 3735 m³).

des unités de stockage de céréales et une usine de fabrication d'aliments du bétail.

En 2002, cette usine a produit 426 000 tonnes d'aliments du bétail (466 600 tonnes produites en 2000).

Le dossier a été modifié par des courriers complémentaires du 10 novembre 2003, 5 et 15 décembre 2003, faisant suite à la visite de contrôle du 6 octobre 2003 et nos courriers des 17 octobre 2003 et 11 décembre 2003. Il concerne, en particulier :

- 1 la régularisation administrative des modifications notables intervenues depuis l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1986, à savoir en particulier :
 - l'augmentation de près de 30 % de la production d'aliments par rapport à celle prescrite dans l'arrêté préfectoral et avec projet de porter la production à 700 000 tonnes par an.
 - la mise en place en 1998, d'une chaîne de traitement thermique des aliments (matériels installés de 301,5 KW en plus).
 - l'arrêt en 1993 de l'activité "conditionnement d'œufs"
- 2 la création en janvier 2003 d'un atelier de transformation de pommes de terre dans les anciens locaux du conditionnement d'œufs, capable de traiter 9 tonnes par jour. Cet atelier abrite des matériels de cuisson, une chaudière à vapeur de 0,750 MW alimentée au gaz naturel, un compresseur à air de 4 KW, 3 groupes frigorifiques d'une puissance totale de 132 KW au total et de matériels de fabrication de 300 KW au total.
- 3 l'installation en 2002 d'une seconde laveuse de pommes de terre (15 KW en plus) utilisant 2,5 m³/h d'eau du forage et 6,5 m³/h d'eau recyclée.

4. l'aménagement en 2003 d'une nouvelle chambre froide de stockage de pommes de terre en remplacement d'un atelier de conditionnement, d'une capacité de 1 400 tonnes. Elle est équipée d'un groupe frigorifique de 25 KW, utilisant comme fluide frigorigène du R 404 A. Après ces modifications, 11 chambres froides d'une surface de 5831 m² et d'un volume total de 42 897 m³ sont exploitées.
- 5 la suppression en 2001 de la tour aéro-réfrigérante et son remplacement par 2 condenseurs à air.
6. la suppression en juillet 2002 de 2 transformateurs de 630 KVA contenant des PCB (1040 l). La demande de régularisation sollicitée est donc abrogée. Ces appareils ont été remplacés par deux transformateurs de 800 KVA chacun.
7. l'installation envisagée en décembre 2003 d'une nouvelle chaudière à air pulsé de 0,261 MW alimentée au gaz naturel et utilisée pour le réchauffage des pommes de terre avant lavage et le chauffage du centre de conditionnement.
8. la suppression en 2001 du stockage d'agro-fouritures qui a été transféré à COETMIEUX. Depuis, ces locaux restent inoccupés.
9. le projet de modification et d'extension ci-après
 - la construction d'une tour de dosage (stockages en vrac de 1059 m³ en plus et matériels de 281 KW en plus).
 - la création de boisseaux vrac à côté de la chaîne de traitement thermique (stockages de 1080 m³ en plus et matériels de 63 KW en plus).
 - l'installation d'une nouvelle chaudière à vapeur de 7,839 MW fonctionnant au gaz naturel, celle-ci viendra en complément des installations thermiques existantes : chaudières à vapeur de 3,624 MW, séchoirs à céréales de 8,6 MW et groupes électrogène de 5,35 MW fonctionnent au FOD.

Ainsi, après ces modifications, les installations seront constituées :

d'installations de stockages en vrac de céréales et autres produits organiques d'une capacité totale de 42 445 m³ (+ 8,8 % en plus).

de matériels électriques de manutention, fabrication etc... d'une puissance totale de 4 900 KW environ (4 800 KW environ pour l'usine d'aliments et 100 KW pour le lavage et conditionnement de pommes de terre).

d'installations thermiques d'une puissance totale de 26,511 MW arrondis à 27 MW.

d'installations de compression d'air de 279 KW et de réfrigération de 375 KW au total (fréon, R404 ou R134 A).

III - Enquête publique - Avis des Conseils Municipaux et des services intéressés

3- Enquête publique

En application de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2001, une enquête publique a été ouverte en mairie de LAMBALLE pendant un mois. Elle s'est déroulée du 28 mai au 27 juin 2001. Monsieur le Commissaire-Enquêteur n'a enregistré aucune observation écrite ou orale. Il conclut le registre d'enquête en donnant un avis favorable à la demande de régularisation et d'extension présentée par le demandeur.

3-2 : Avis des Conseils Municipaux

3-2-1 - COETMIEUX Dans la séance du 4 juillet 2001, le Conseil Municipal a émis un avis favorable au dossier.

3-2-2 - ANDEL : Dans la séance du 11 juin 2001, le Conseil Municipal a émis un avis favorable à la demande.

3-2-3 - NOYAL : Dans la séance du 1^{er} juin 2001, le Conseil Municipal a donné un avis favorable.

3-2-4 - MESLIN Dans la séance du 7 juin 2001, le Conseil Municipal a émis un avis favorable.

**3-2-5 - LAMBALLE
et LANDEHEN :** Les avis des Conseils Municipaux ne sont pas joints au dossier de retour d'enquête.

3-3 : Avis des services intéressés

3-3-1 - Par note du 30 mai 2001, le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles a émis un avis favorable sous réserve du respect des éléments présentés dans la demande d'autorisation d'exploitation et des remarques suivantes :

l'extension devra être réalisée conformément au dossier et en particulier les mesures de prévention mentionnées dans l'étude de dangers.

fournir au CSP de LAMBALLE les plans de l'établissement.

le réseau de défense d'incendie actuellement de 400 m³/h devra être vérifié par les sapeurs-pompiers de LAMBALLE.

d'une manière générale, en matière de prévention contre l'incendie, l'établissement devra répondre aux dispositions de la section III du Titre III du Livre II (2^{ème} partie) du Code du Travail.

3-3-2 - Par courrier du 18 mai 2001, l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles ne formule aucune observation particulière.

3-3-3 - Par courrier du 16 octobre 2000, la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt des Côtes d'Armor émet un avis favorable au dossier.

3-3-4 - Par courrier du 28 mai 2001, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Côtes d'Armor a émis un avis défavorable, considérant que le dossier était insuffisant en particulier sur l'étude des risques sanitaires.

Par courrier du 17 février 2003, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Côtes d'Armor a émis un avis favorable sur l'étude complémentaire portant sur l'évaluation des effets sur la santé, fournie par la Coopérative du GOUSSANT le 28 novembre 2002.

Cependant, elle émet des observations ci-après :

" - au niveau de l'identification des dangers, le bureau d'études exclut les émissions de chaudière ; il eut été intéressant de comparer la puissance utilisée et les flux émis par rapport à un foyer domestique.

La nature exacte des poussières émises (composition, diamètre...) et leurs effets sur la santé sont assez peu décrits. Les poussières de céréales peuvent avoir un effet irritant et allergisant notable. L'étude reste générale sur l'impact des particules de diamètre 2,5 µm ou 10 µm sans s'attacher aux particularités liées aux céréales.

pour ce qui concerne l'évaluation de l'exposition, il conviendrait de préciser les conditions d'utilisation du modèle. En effet, les modèles de type Gaussien sont davantage utilisés dans le cadre d'une émission ponctuelle : or, dans le cas présent, les sources sont multiples.

D'autre part, les données d'entrée du modèle ne sont pas indiquées ; la campagne d'échantillonnage a permis de caractériser les poussières en cinq points d'émission sur un total de 16. L'extrapolation des valeurs mesurées aux autres rejets n'est pas précisée.

Il n'est pas clairement précisé si la simulation a été réalisée en sommant les cinq rejets mesurés ou s'il y a eu extrapolation à l'ensemble des seize cheminées et dans ce cas, quelle(s) est(son) la(les) valeur(s), source(s) d'émission.

la caractérisation du risque a porté sur la perte d'espérance de vie sur quinze jours mais la morbidité (nombre de malades attendus) et un indicateur de risque qui aurait pu être pris en compte.

pour ce qui concerne la gestion des eaux de process et des nuisances acoustiques, seule une série de nouvelles mesures permettra de faire le point sur les aménagements réalisés".

3-3-5 - Urbanisme Un permis de construire a été délivré le 13 juillet 2001 par le Maire de LAMBALLE.

3-3-6 - DIREN Cet avis n'est pas joint au dossier de retour d'enquête.

IV - SITUATION ADMINISTRATIVE

situation actuelle

Cet établissement a fait l'objet des actes administratifs ci-après

arrêté préfectoral daté du 15 juillet 1986 (rubriques n° 89, 376 bis, 153 bis, 361 B, 253 et 261 bis).

récépissé de déclaration délivré le 31 mars 2000 pour une centrale EJP et un dépôt de distribution de liquides inflammables.

avis de classement - classement proposé

Par rapport du 9 avril 2001, nous avons considéré que les modifications intervenues et les extensions prévues sont notables et nécessitaient une nouvelle procédure d'autorisation.

Nous avons proposé de retenir le classement ci-après, qui prend en compte les modifications non notables, déclarées par le dossier déposé le 22 mai 2002 et par les courriers complémentaires du 10 novembre 2003, des 5 et 15 décembre 2003.

Conformément à la nomenclature sur les installations classées, nous avons proposé de retenir le classement suivant :

RUBRIQUE	NATURE VOLUME	A/D	OBSERVATIONS
2160 1°) (ex.376 bis)	Unités de stockage de céréales et produits organiques en vrac ou à plat d'un volume total supérieur à 15 000 m ³ : 42 445 m ³ au total.	A	Les extensions représentent une augmentation de 8,8 %.
2260 1°) (ex. 89 1°)	Broyage, mélange, etc... de produits organiques ou végétales ; la puissance électrique totale des matériels étant supérieure à 200 KW (4900 kW) dont: - 4800 KW pour l'usine d'aliments - 100 KW pour le conditionnement de pommes de terre.	A	L'augmentation est de 42 %.

RUBRIQUE	NATURE VOLUME	A/D	OBSERVATIONS
2910 A 1°) (ex. 153 bis)	Installations thermiques fonctionnant au gaz naturel et(ou) au fioul domestique d'une puissance totale supérieure à 20 MW (26,51 MW environ arrondis à 27 MW).	A	changement de régime.
2920 2°) a)	Installations de compression d'air et de réfrigération représentant une puissance totale supérieure à 500 KW (654 KW) au total et respectivement 279 KW et 375 KW.	A	changement de régime.
1432 2b)	Dépôt de liquides inflammables représentant une capacité équivalente comprise entre 10 et 100 m ³ (11,6 m ³).	D	RD du 31 mars 2000.
1434 1°) b)	Installations de distribution de liquides inflammables d'un débit supérieur équivalent à 1 m ³ /heure mais inférieur à 20 m ³ /heure (1,6 m ³ /heure).	D	RD du 31 mars 2000.
1510 2°)	Entrepôts couverts d'un volume total compris entre 5 000 et 50 000 m ³ (46 632 m ³).	D	Stockages réfrigérés de pommes de terre et dépôt d'œufs.
2220 2°)	Préparation de produits alimentaires à base de substances végétales ; la quantité de produits entrant étant comprise entre 2 et 10 t/j (9 t/j).	D	Cette rubrique vise l'atelier de cuisson de pommes de terre. Les matériels utilisés de 300 KW au total ne sont pas pris en compte dans la rubrique n° 2260.
2925	Atelier de charge d'accumulateurs d'une puissance totale supérieure à 10 KW (20,6 KW au total).	D	
2930 1°) b)	Atelier d'entretien de véhicules d'une superficie totale comprise entre 500 et 5000 m ² (900 m ²).	D	

L'établissement n'est plus concerné par la rubrique n° 1180 1°) de la nomenclature ICPE.

V - AVIS ET PROPOSITIONS

A notre sens, cet établissement se caractérise en matière d'environnement par les risques et nuisances ci-après :

- pollution accidentelle des eaux
- déchets
- pollution atmosphérique
- dangers d'incendie et d'explosion
- bruits

5-1 - Pollution des eaux

Actuellement l'eau utilisée est fournie par le réseau public (25 598 m³ en 2002) et par un forage de 6 m³/heure (30 477 m³ en 2002 et 16 000 m³ estimés pour 2003).

L'eau du réseau public est utilisée pour la production de vapeur, les sanitaires et le nouvel atelier de préparation des pommes de terre.

Quant au forage, il ne sert qu'au lavage des pommes de terre. Au printemps 2003, l'exploitant a mis en place un recyclage des eaux permettant une économie importante d'eau et un traitement physico-chimique des eaux résiduaires, de manière à respecter la disposition 6-1 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1986 (DCO < 120 mg/l et MES < 30 mg/l en particulier) et de répondre aussi à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 septembre 1999.

Quant au nouvel atelier de cuisson de pommes de terre, les eaux résiduaires produites (volume de 70 m³ /jour, DCO de 93 kg /jour, DBO₅ de 44 kg /jour, MES de 31 kg/jour, NGL de 3,9 kg/jour et Ptotal de 1,3 kg/jour) sont rejetées vers la station communale de LAMBALLE d'une capacité de 80 000 équivalents-habitants (volume de 3 500 m³/jour et DCO de 9 900 kg/jour en particulier).

Une convention de rejet a été signée entre l'industriel et la collectivité. Cette convention est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe, qui prévoit notamment : un débit journalier de 80 m³, une DCO de 300 kg/jour et une DBO₅ de 150 kg/jour.

Le projet d'arrêté impose à l'exploitant de réaliser une autosurveillance sur les différents effluents liquides.

Concernant les risques de pollution accidentelle, des rétentions autour des stockages de produits liquides (graisse, mélasse, etc...) sont demandées.

Les cuves existantes d'hydrocarbures liquides sont à double enveloppe et sont enterrées.

5-2 déchets

L'établissement ne produit à notre avis que des déchets banals tels que

des déchets d'emballages (papiers, cartons et plastiques) qui sont récupérés par des entreprises extérieures (79,51 tonnes en 2003) pour respecter les dispositions du décret du 13 juillet 1994 sur les déchets d'emballage.

des huiles hydrauliques (5,5 à 6,5 m³ par an environ) récupérées par entreprises agréées.

des rebuts de calibrage de pommes de terre (1200 tonnes) et des follicules (800 m³ par an environ) valorisés en alimentation animale.

des rebuts de calibrage de pommes de terre (terre + cailloux représentant 220 tonnes par an) récupérés par les agriculteurs.

des boues de décantation du lavage des pommes de terre (100 m³ par an) qui sont soit épandues sur des terres agricoles soit traitées comme des déchets.

des boues des séparateurs d'hydrocarbures (4 m³ par an) traitées comme des déchets spéciaux.

5-3 Pollution atmosphérique

Les installations thermiques actuelles et celle prévue fonctionnent au gaz naturel pour les générateurs à vapeur et les séchoirs à céréales et au FOD pour les groupes électrogène.

Les installations de réception, de manutention et de fabrication d'aliments sont dépoussiérées par des filtres à manches, capables de respecter une concentration maximale de 40 mg/Nm³ fixée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les émissions de poussières canalisées représentent un débit horaire de 538 500 m³/heure qui proviennent essentiellement :

des séchoirs 120 000 m³/heure).

des diverses opérations de manutention et fabrication d'aliments du bétail (déchargements, broyages, mélanges etc...) équipées de filtres à manches en général. Le débit total horaire de ces rejets est de 296 500 m³ environ.

du refroidissement par air des granulés (3 lignes de presses existantes de 18 000 m³/heure chacune et 2 conditionneurs thermiques représentant un débit total de 68 000 m³/heure au total).

Le projet d'arrêté demande de réaliser chaque année des contrôles pondéraux sur les principaux rejets (débit supérieur à 15 000 m³/heure).

Par ailleurs, il prévoit la possibilité d'effectuer des contrôles sur les retombées de poussières. Pour l'instant, la mise en place d'un tel réseau de mesures autour de cet établissement ne nous paraît pas nécessaire.

5-4- - Dangers d'incendie et d'explosion

L'établissement utilise des céréales, des substances organiques et des produits minéraux.

Pour remédier aux risques d'incendie, l'établissement est équipé de :

2 poteaux existants capables de fournir un débit de 200 m³/heure chacun.

d'un réseau de RIA dans l'usine de fabrication d'aliments du bétail.

de 2 colonnes sèches (une dans les silos béton et une dans l'usine qui sert à alimenter le réseau de RIA.

d'extincteurs répartis dans les différents locaux (94 au total).

Pour l'application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998, seuls les silos de stockage de matières premières (2 silos en béton de 22 750 m³ construits en 1985 et 1986 et les silos métalliques de 11 830 m³, construits en 1975) sont concernés.

Les boisseaux et les cellules de stockage utilisés dans l'unité de fabrication d'aliments du bétail qui représentent un volume total de 5 726 m³ (existants) et 2 139 m³ (projet), ne rentrent pas dans son champ d'application. Ceux-ci sont cependant, pris en compte dans le classement, au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature ICPE.

Les installations existantes bénéficient de l'antériorité de classement. Elles ont été mises en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 qui leur sont applicables. Ainsi,

une clôture du site a été réalisée.

une protection contre la foudre a été réalisée en avril 2003 conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

les sangles d'élévateurs et les tapis des transporteurs ont été changés pour répondre à la mise en demeure préfectorale du 11 juin 2002 proposée dans un rapport du 4 juin 2002.

une étude de dangers jointe au dossier d'autorisation a été réalisée.

Elle conclut que les installations existantes (gros silos en béton), en cas d'explosion, engendrent des distances d'effets respectives de 50 m pour Z1 (surpression de 140 mbar et premiers effets létaux) et de 120 m pour la Z2 (surpression de 50 mbar - blessures et dégâts légers). La zone Z1 reste dans les limites de propriété de l'établissement.

Le tableau ci-après résume la situation des silos existants, par rapport aux habitations, aux voies de communication (SNCF, RN 12) et autres établissements voisins (Gamm Vert).

Emplacements	Distances aux gros silos comparées aux limites fixées dans l'arrêté silos et aux zones de suppression						
	Distance	Distance Arrêté silos (1)	Z1 Limite 140 mbar	Z2 Limite 50 mbar	Limite 500 mbar	Limite 20 mbar	Limite d'ensevelissement
Usine d'alimentation	26 m	25 m	50 m	120 m	-	350 m	17 m
Pompes carburant	44 m	25 m	50 m	120 m	-	-	17 m
Groupe électrogène	36 m	25 m	50 m	120 m	-	-	17 m
Bâtiment pommes de terre	25 m	25 m	50 m	120 m	-	350 m	17 m
Voie SNCF	63 m	77 m	50 m	120 m	24 m	-	17 m
RN 12	500 m	77 m	50 m	120 m	-	350 m	17 m
Magasin Gamm Vert	90 m	77 m	50 m	120 m	-	350 m	17 m
1ères habitations	190 m	77 m	50 m	120 m	-	350 m	17 m
Rue de la Jeannaie	60 m	25 m	50 m	120 m	-	-	17 m

(1)

- Eloignement des capacités de stockage et des tours de manutention par rapport aux habitations, aux établissements recevant du public aux voies de circulation dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour, aux voies ferrées ouvertes au transport de voyageurs : 1,5 fois la hauteur des installations les plus hautes.

Eloignement des capacités de stockage et des tours de manutention par rapport aux voies de circulation dont le débit est inférieur à 2 000 m : minimum 25 m,

Distance entre les locaux occupés par du personnel non nécessaire au fonctionnement des silos ou autres installations et ceux-ci : minimum 25 m.

Bruit

L'établissement actuel est situé en zone industrielle au POS de Lamballe.

L'étude d'impact a montré l'émission de niveaux sonores supérieurs aux émergences réglementaires prévues par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Elle préconisait également de réaliser des travaux d'insonorisation qui ont été effectués par l'industriel.

Ainsi, des silencieux ont été posés sur les sorties des ventilateurs des presses, des broyeurs et des séchoirs. Ces derniers ont également été équipés de filtres pour follicules. De même, le local des broyeurs a été insonorisé.

Un contrôle des niveaux sonores a été réalisé en décembre 2002 en période de jour par l'un des fournisseurs de matériels. Il a montré une diminution de 3,9 dB(A), et une émergence de 0,7 dB(A), conforme à celle prescrite pour la période de jour. Le projet d'arrêté préfectoral impose de réaliser dans un délai maximum de 3 mois un nouveau contrôle en périodes de jour et de nuit, aux points de contrôle définis dans l'étude d'impact et repris dans le projet d'arrêté préfectoral.

Conclusion

Nos propositions sont contenues dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent arrêté.

En particulier, elles reprennent les dispositions des arrêtés ministériels du 2 février 1998 modifié, du 29 juillet 1998 modifié, du 23 janvier 1997 (nuisances sonores) et 28 janvier 1993 (protection contre la foudre).

Elles ont été adressées à l'exploitant par courriers des 17 octobre 2003 et 11 décembre 2003.

Dans ces conditions et sous réserve du respect de ces prescriptions, nous donnons un avis favorable à la demande présentée par l'exploitant.

Nous proposons au Conseil Départemental d'Hygiène, un avis identique à cette demande et à ces propositions.

L'Inspecteur des Installations Classées,



G. BERTIN

P.J : copie des courriers de l'exploitant
 projet d'arrêté préfectoral
 dossier d'enquête en retour